Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

280 | Juillet-Décembre

Risques et ressources dans les Suds

Introduction

Risques et ressources dans les Suds. Concilier environnement, développement et sécurité dans le cadre des changements globaux

Agathe Maupin-Buskin et Émilie Lavie

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/com/10491>

DOI : 10.4000/com.10491

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2019

Pagination : 393-400

ISBN : 979-10-300-0578-3

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Agathe Maupin-Buskin et Émilie Lavie, « Introduction », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 280 | Juillet-Décembre, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/com/10491> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.10491>

INTRODUCTION

Risques et ressources dans les Suds. Concilier environnement, développement et sécurité dans le cadre des changements globaux

Agathe Maupin-Buskin¹ et Emilie Lavie²

Face aux questions soulevées par les changements globaux, notamment climatiques, les sciences humaines manifestent un intérêt renouvelé pour la notion de ressource (Redon *et al.*, 2015). Nous considérons les ressources comme une offre potentielle, en matière première ou non, à évaluer suivant les critères relatifs aux besoins nécessaires aux activités humaines ou aux demandes de la société. Ainsi, par ce jeu de relation entre offre et demande, les ressources sont construites par les sociétés et ont évolué en fonction de contextes sociaux, économiques, culturels et – surtout – politiques. Elles doivent également s'analyser aujourd'hui dans un double contexte : d'une part dans le cadre de plus en plus prégnant des questions de sécurité des personnes et des biens ; d'autre part dans celui de l'attrait scientifique croissant de la communauté internationale pour les changements globaux, qui renforce d'ailleurs la problématique sécuritaire, par exemple en matière de sécurité alimentaire.

Par cet appel à dossier thématique dans les *Cahiers d'Outre-Mer*, nous souhaitons interroger les liens entre ressources, risques et politiques, et étudier les interactions entre les ressources elles-mêmes. Si les articles proposés dans ce numéro ont une approche locale basée sur des travaux de terrain, le poids des ressources et leurs rôles dans les relations internationales est clairement

1. Agrégée et docteure en Géographie, Chercheuse associée au laboratoire Les Afriques dans le Monde, LAM, UMR 5115. Courriel : Agathe.maupin(at)gmail.com

2. Maîtresse de conférences, Université de Paris, UMR PRODIG, emilie.lavie(at)u-paris.fr

sous-jacent. En effet, depuis le Sommet de la Terre de Rio en 1992, les modes de gestion des ressources ont fait l'objet de plusieurs analyses, notamment autour d'un mode de gestion en particulier, dit « intégré », c'est-à-dire une gestion conjointe des ressources et du développement économique et social, dans le cadre du développement durable. Ce paradigme, appliqué à l'eau par exemple, propose ainsi une Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), qui défend la promotion d'un développement économique et social, prenant en compte les besoins, les usages, les fonctions des ressources en eau, et l'ensemble des acteurs et des savoirs, à l'échelle spatiale du bassin-versant, et ce sans compromettre la pérennité des écosystèmes.

Mais pour la sphère scientifique, qui l'a analysée à travers l'hydropolitique et/ou les positions hydrohégémoniques de certains États, la GIRE – telle qu'elle a été utilisée dans les commissions de bassin et de sous-bassin transfrontalier (Julien, 2012) – souligne particulièrement les différences de perception de l'eau et les façons dont cette dernière « fait ressource ». Les ressources sont en effet avant tout définies à travers leurs modes de gestion et dans la façon dont elles sont instrumentalisées au service des sociétés. De plus en plus « politico-institutionnelles », elles s'ancrent dans des territoires dont les dynamiques sécuritaires s'accroissent ; elles n'échappent pas au contexte sécuritaire global post-2001. Par exemple, l'utilisation et la mobilisation de l'eau, de l'énergie ou du foncier dans un rapport, qui peut être interétatique, intracommunautaire ou autre, transforment ces éléments en ressource dont la sécurité doit être garantie (Paquerot, 2010). La question de la quantité et de l'accès aux ressources prime ainsi régulièrement sur d'autres considérations, par exemple environnementales ou de durabilité. Ainsi, les ressources sont mobilisées dans un but précis, souvent celui de la réalisation d'objectifs matériels, comme par exemple approvisionner telle mine avec l'électricité la moins chère possible, afin de lui permettre de maximiser sa rentabilité.

Si les notions de risque, de sécurité et de pouvoir gravitent aisément autour de ce questionnement, une approche systémique à l'échelle régionale comme celle du bassin-versant, est trop souvent absente des politiques mises en œuvre, tout comme une réflexion plus approfondie sur les changements de perception des ressources. C'est dans ce contexte qu'a surgi le concept de nexus sécuritaire eau-énergie-alimentation (*Water-Energy-Food security nexus* ou *WEF security nexus*). Associant les ressources dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de gestion garantissant leur accès de manière sécurisée, le nexus, que l'on peut traduire littéralement par « connexion », peut s'avérer un outil intéressant pour appréhender les ressources. Ainsi, « *la recherche de la sécurité alimentaire, hydrique et énergétique à long terme passe aujourd'hui par la prise en compte du lien inextricable qui unit ces*

ressources – énergie, eau et terre – , traduit par le concept de water-energy-food security nexus » (Magrin, et al., 2015). Définie lors d’une conférence à Bonn en 2011, cette approche s’appuie donc avant tout sur un objectif politique, celui de combiner et de renforcer les passerelles entre les politiques de gestion de l’eau, de l’énergie et de la production alimentaire (Hoff, 2011).

Si peu de travaux scientifiques se concentrent jusqu’à présent sur le nexus eau-énergie-alimentation en lien avec la spécificité des analyses des ressources et des questions de sécurité associées à ce nexus, les recherches contemporaines évoluent. Elles sont susceptibles de contribuer à se départir d’une couverture médiatique souvent catastrophiste, qui n’aborde que très superficiellement les dynamiques profondes de la société et de ses modes de gestion des ressources. L’idée forte de ce dossier est donc de proposer un regard scientifique sur les interactions entre ressources, risques et politiques, en sortant de l’instrumentalisation politico-institutionnelle de ces notions, telle qu’elle est généralement menée par les grands forums internationaux qui tentent de lier politiques et actions en formulant essentiellement des recommandations sur les modalités de gestion de l’eau par exemple.

La constitution de ce dossier a été guidée par trois grandes orientations : les travaux des *water studies* sur l’hydropolitique, les relations systémiques entre ressources et entre ressources et risques, et enfin la construction des territoires par la gestion combinée des risques et des ressources.

Interroger les liens entre eau, ressource et politiques

Après de nombreuses études centrées sur les infrastructures de l’eau et autres théories élaborées pour mettre en évidence les liens entre aridité, pénurie et conflits (Ohlsson, 1999), les analyses de la gestion de l’eau se sont tournées vers de nouvelles approches, ciblant davantage les aspects sociopolitiques et une approche systémique de ces ressources, incluant ainsi leurs rôles dans la gestion d’autres ressources (Trottier, 2008). Comme le soulignent plusieurs auteur.e.s autour de cas d’étude à travers le prisme d’analyse qu’est l’hydropolitique (Lavie et al., 2015 ; Magrin, 2015), la pénurie – et son corollaire, les crises – participe d’une grande tendance actuelle de « *naturalisation de la politique* » (Linton, 2010). Elle permet bien trop souvent de justifier une logique de l’eau comme bien économique (Alexandre, 2006 ; François, 2006 ; Fernandez, 2017). En introduisant l’idée « *d’eau virtuelle* » (Allan, 1996) qui souligne l’importance de l’eau dans nos systèmes productifs et dans les flux échangés d’un État à l’autre, l’hydropolitique permet d’interroger les rôles de l’eau dans ses diverses dimensions et à plusieurs échelles. Plusieurs travaux utilisent

ainsi l'hydropolitique pour approfondir les analyses menées sur la gestion des ressources en eau (Blanchon et Maupin, 2009).

L'approche systémique de la sécurité dans l'accès aux ressources

Le nexus invite à la formulation de stratégies nationales, voire régionales, de développement durable autour d'un meilleur usage des ressources dans cet État.

Si les articles de ce dossier n'abordent pas *stricto sensu* la question du nexus sécuritaire en tant que cadre théorique, ils s'intéressent à une gestion complémentaire des ressources. En effet, dans un contexte de changements globaux, la sécurité alimentaire, énergétique et hydrique est prégnante dans ces contributions. Afin de permettre l'application des vertus de cette approche systémique à l'action publique, trois champs d'action ont été circonscrits autour : 1) d'une dimension sociale (accélérer l'accès aux ressources), 2) d'une dimension économique (travailler à la rentabilité des ressources dans la chaîne de productivité) et 3) d'une dimension écologique. Les articles proposés ici s'inscrivent tous dans l'une ou l'autre de ces dimensions.

Tout développement énergétique modifie profondément les territoires, à court comme à long terme, en participant à leur développement, et ce à plusieurs échelles. De nouvelles ressources sont ainsi nécessaires pour le fonctionnement d'une nouvelle exploitation, créant ainsi de possibles conflits d'usage et d'intérêt. Si nos systèmes politiques, souvent vilipendés, peinent à se transformer, nos sociétés connaissent des mutations fortes autour de l'accentuation des disparités générées par les inégalités de revenus aux échelles internationale, nationale et locale. Le choix des sources d'énergie, qu'il soit financièrement, socialement ou politiquement motivé, influence la mobilisation des ressources et la transformation des territoires qui s'ensuit. L'accès à l'eau, son traitement, son acheminement, ont des coûts à la fois monétaire et énergétique. Nos choix en matière de produits alimentaires jouent un rôle clef, tout comme la consommation d'eau et d'énergie pour les fournir, de l'ensemencement à la distribution.

Eau, énergie, alimentation sont donc des ressources marquées par leur caractère fini, et associées à des politiques de gestion dont les aspects sécuritaires sont prééminents. Le recours au nexus comme outil d'analyse devrait permettre de souligner les points faibles de nos systèmes actuels (Stephan *et al.*, 2018). Pourtant, les chercheur.e.s peinent à ancrer leurs recherches dans cette approche systémique, sans doute encore trop considérée comme un outil politique, « politisé ».

Recompositions spatiales et tensions sociales liées aux ressources et aux risques : la fabrique des territoires

La médiatisation des crises de l'eau, comme celles ayant secoué les bassins de certains fleuves comme le Nil, le Jourdain (« berceaux de l'hydropolitique ») ou encore les crises de l'eau connues sous le nom de « jour 0 » dans les villes de Sao Paulo en 2015, du Cap en 2018, de Chennai en 2019, produisent des images de ces territoires où le risque lié au manque d'eau se matérialise. Par ailleurs, de par leur localisation, certains espaces sont exposés à des aléas naturels sévères (tels que les cyclones, les tremblements de terre, les glissements de terrain), auxquels s'ajoutent des risques sociétaux comme les risques industriels. Pourtant, ces territoires sont loin de se singulariser par l'ampleur des désastres qui les frappent ainsi que par la faiblesse de leur capacité de réponse aux urgences. Leur vulnérabilité n'est pas tant dépendante des aléas qui traversent leurs territoires que de la gouvernance de ces derniers.

Certaines contributions de ce dossier s'attachent d'ailleurs à réinterroger la construction de territoires parallèlement à l'exploitation de ressources ou par la prise en compte de certains risques. Ainsi, si les inégalités socio-spatiales, et parfois leur accentuation, tendent à précariser les plus démunis, leur augmentation fragilise l'ensemble des sociétés et distend voire rompt les liens, comme l'illustre l'exemple de la sécurité urbaine (Castel, 2003). Les analyses examinent les vulnérabilités territoriales à partir des espaces fragilisés et de la multiplicité des facteurs qui s'y rattachent : absence de politiques de prévention des risques, persistance d'une économie rentière et peu redistributive, inaccessibilité voire absence des infrastructures et des services, organisation politique clientéliste et laissant peu de place au local (d'Ercole et Metzger, 2009). En définitive, il s'agit d'interroger le risque en le sortant de la dialectique (aléa/vulnérabilité) et en l'étendant à la fabrique même des territoires en lien avec les ressources et ce qui « fait ressource » sur ces territoires.

Présentation du dossier

Cinq articles composent ce dossier spécial, dont deux portent sur la ressource en eau. Ainsi, David Leroy propose une analyse de la construction de la pénurie en eau dans les páramos colombiens et vénézuéliens, deux écosystèmes alto-andins par les acteurs, gestionnaires et usagers de la ressource. Elle se manifeste par une gestion inadaptée de l'accès à l'eau et de sa protection contre les pollutions. L'intérêt porté à la place de la qualité de l'eau dans la construction des pénuries n'est pas si développé dans la

littérature, et cet article propose donc une approche relativement originale. Carole Ognard et François Taglioni s'intéressent aussi à la ressource en eau. Les auteur.e.s analysent le système d'adduction en eau potable d'Antananarivo à Madagascar sous l'angle sécuritaire. Alors que la plupart des travaux sur l'eau domestique porte sur l'accès quantitatif, cet article observe le réseau par une entrée qualitative. Ainsi, y est démontré que l'eau est à la fois menacée par les autres activités, et menaçante pour la santé, la sécurité, voire même la survie des populations.

Les deux articles suivants s'intéressent à la construction d'un territoire urbain latino-américain par l'accès à des ressources, pétrolières dans le premier cas, urbaines dans le cas suivant, dans un contexte de gestion des risques technologiques et/ou naturels. Ainsi, Julien Rebotier, Pascale Metzger et Patrick Pigeon discutent de la gestion des ressources pétrolières à Esmeraldas en Équateur, dans le cadre de politiques néo-extractivistes. Pour eux/elle, cette gestion des ressources contribue à la fabrique d'un territoire, notamment urbain, mais aussi à la construction de risques, vécus de manières hétérogènes en fonction des acteurs, des échelles et des enjeux. Sofia Guevara Viquez a quant à elle travaillé sur un dispositif sociopolitique de la gestion du risque, les CCE, comités de quartiers créés à l'initiative des municipalités, que les habitant.e.s se sont appropriés afin de mieux gérer les risques, ou plutôt ici les aléas naturels. Cette dynamique s'est installée dans le cadre de la (ré) appropriation d'un immense quartier informel dans la périphérie de San José au Costa Rica.

Ce dossier se termine par un article original de Charlotte Heinzleff et Damien Serre sur la mise en place d'un observatoire de la résilience en Polynésie française pour optimiser la gestion des ressources environnementales. Le contexte de dérèglement climatique et de l'augmentation, en récurrence et en intensité, des risques, a un impact sur la durabilité des ressources de ce territoire. Un observatoire de la résilience pourrait offrir une approche prospective pour préparer les îles aux impacts locaux des changements globaux.

Enfin, en fin de numéro, les lecteur.rice.s pourront trouver deux recensions d'ouvrages collectifs et un entretien, afin de poursuivre le voyage sur les questions de gestion des ressources et de risques sécuritaires. Agathe Maupin-Buskin a ainsi lu *Mers d'Asie du sud-est. Coopérations, intégration et sécurité* dirigée par Nathalie Fau et Benoît de Trégoldé ; et Emilie Lavie a synthétisé *Le Tchad des lacs. Les zones humides sahéliennes au défi du changement global*, coordonné par Christine Raimond, Florence Sylvestre, Dangbet Zakinet et Abderamane Moussa. Un entretien détonnant avec Géraud Magrin et Christine Raimond, illustre enfin brillamment les rouages politiques à l'œuvre dans la gestion du bassin du Lac Tchad. Leurs travaux sur la

sécurisation des activités et de l'accès aux ressources dans le contexte de Boko Haram soulignent parfaitement les tensions entre communauté scientifique et actions politiques.

Les coordinatrices de ce numéro spécial souhaitent très sincèrement remercier les relecteur/rice.s anonymes des articles.

Bibliographie

Alexandre O., 2005 – « Lorsque la pénurie fait ressource. Étude géographique de la notion de ressource. L'exemple de la politique de l'eau au Maroc ». *Géocarrefour*, vol. 80/4, pp. 263-272.

Allan T., 1996 – « Virtual water: a strategic resource: global solutions to regional deficits ». *Ground Water*, vol. 36, n° 4, pp. 545-546.

Allan J.A., 2003 – « Virtual water—the water, food and trade nexus: useful concept or misleading metaphor? ». *Water International*, vol. 28.

Blanchon D. et Maupin A., 2009 – « Géopolitique de l'eau en Afrique australe ». *Sécurité globale*, n° 9, pp. 79-96.

Bourblanc M., 2017 – « State Transformation and Policy Networks: The Challenging Implementation of New Water Policy Paradigms in Post-Apartheid South Africa ». *Water Alternatives*, 10 (2), pp.303-321.

Castel R., 2003 – *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?* Paris, Seuil, coll. « La République des idées », 93 p.

D'Ercole R. et Metzger P., 2009 – « La vulnérabilité territoriale : une nouvelle approche des risques en milieu urbain ». *Cybergeog : European Journal of Geography* [En ligne], Dossiers, document 447, mis en ligne le 31 mars 2009.

Fernandez S., 2017 – « Gouverner la pénurie d'eau. Quels discours et quelles pratiques ? » In Pierron, J.P. (dir.), *Écologie politique de l'eau. Rationalités, usages et imaginaires*. Paris, Hermann, 587 p.

François M., 2006 – « La pénurie d'eau en Espagne : un déficit physique ou socio-économique ? ». *Géocarrefour*, vol. 81/1, pp. 25-35.

Hoff H., 2011 – « Understanding the Nexus. Background ». *Paper for the Bonn 2011 Conference: The Water, Energy and Food Security*. Stockholm, Stockholm Environment Institute (SEI).

Julien F. (dir.), 2012 – *La gestion intégrée des ressources en eau dans l'Afrique subsaharienne. Paradigme occidental, pratiques africaines*. Québec, PUQ, 306 p.

Lavie E., Maupin A. et Blanchon D., 2015 – « La pénurie de l'eau, un discours à quelles fins ? » pp. 154-183. In Redon M., Magrin G., Chauvin E., Perrier-Bruslé L. et Lavie E. (dir.), *Ressources mondialisées. Essais de géographie*

politique. Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Territoires en mouvements », 336 p.

Linton J., 2010 – *What is water? The history of a modern abstraction*. Vancouver, UBC Press. 352 p.

Magrin G., Chauvin E., Lavie E., Perrier-Bruslé L. et Redon M., 2015 – *Introduction : Abondance, pénurie, espace et pouvoir*, pp. 8-18. In Redon M., Magrin G., Chauvin E., Perrier-Bruslé L. et Lavie E. (dir.). *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*. Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Territoires en mouvements », 336 p.

Magrin G., 2015 – « Double alchimie au lac Tchad : ou comment transformer la ressource en pénurie et la pénurie en ressources », pp. 184-218. In Redon M., Magrin G., Chauvin E., Perrier-Bruslé L. et Lavie E. (dir.). *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*. Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Territoires en mouvements », 336 p.

Ohlsson L., 1999 – « Water Scarcity and Conflict ». *Security Challenges of the 21st Century*. Bern et Francfort, Peter Lang.

Paquerot S., 2010 – « L'hydropolitique à la politique de l'eau : exigences conceptuelles et dialogue interdisciplinaire pour une prise en compte des enjeux globaux ». *Dynamiques internationales*, n° 2 [en ligne].

Redon M., Magrin G., Chauvin E., Perrier-Bruslé L. et Lavie E. (dir.), 2015 – *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*. Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Territoires en mouvements », 336 p.

Stephan R.M., Mohtar R.H., Daher B., EmbidIrujo, A., Hillers A., Ganter J.-C., Karlberg L., Martin L., Naiziri S., Rodriguez D.J. et Sarn W., 2018 – « Water–energy–food nexus: a platform for implementing the Sustainable Development Goals ». *Water International*, 43(3), pp. 472-479.

Trottier J., 2008 – « Water crises: political construction or physical reality? ». *Contemporary Politics*, vol. 14 (2), pp. 197-214.